



Aux armes !

Par [Maurice Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 29 août 2007

[Le Monde diplomatique, septembre 2007](#) 29 août 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Pluie d'armes américaines sur le Proche-Orient ! La valeur des livraisons devrait atteindre 46 milliards d'euros au cours des dix prochaines années, a précisé la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, le 2 août. Bénéficiaires : l'Arabie saoudite, l'Égypte, le Koweït, Bahreïn, le Qatar, Oman et les Emirats arabes unis, alliés de M. George W. Bush dans la région. La fourniture de matériel sensible à l'Arabie saoudite inquiète-t-elle Israël ? Le 15 août, Washington augmente de près d'un quart l'aide militaire américaine à Tel-Aviv ; elle atteindra 30 milliards de dollars sur dix ans.

Le 7 décembre 2006, une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, adoptée par cent cinquante-trois Etats, a autorisé la préparation d'un traité sur le contrôle des transferts d'armements dits « conventionnels », jusqu'ici privés de cadres normatifs. Vingt-quatre pays se sont abstenus lors de ce vote, parmi lesquels la Chine, la Russie, l'Inde, l'Iran, Israël et le Pakistan. Un seul a voté contre : les Etats-Unis. Le Conseil de l'Union européenne a publiquement soutenu cette résolution.

Au même moment ou presque, Paris signe avec Tripoli d'importants contrats : 168 millions d'euros pour l'achat par la Libye de missiles antichars Milan (qui équipent déjà les forces de quarante et un pays) à MBDA (1) ; 128 millions d'euros pour un système Tetra de communication radio à European Aeronautic Defence and Space (EADS). « Qu'est-ce qu'on va me reprocher ?, s'insurge le président Nicolas Sarkozy. De trouver des contrats ? De faire travailler les entreprises françaises (2) ? » Pas forcément, mais l'opacité dans laquelle se déroule ce commerce de mort sur lequel la représentation nationale n'a aucune prise. Et l'entretien d'une dangereuse dynamique guerrière... La France devrait vendre pour plus de 6 milliards d'euros d'armes à l'étranger en 2007 - contre 3,38 milliards en 2004 -, déclarait, le 18 septembre 2006, un porte-parole de la délégation générale pour l'armement (DGA).

Les membres de l'Union européenne sont en principe contraints de respecter un code de conduite qui leur interdit, en particulier, de nourrir des conflits existants. Mais, pour des raisons de gains de productivité, peu d'armes modernes sont désormais fabriquées en un lieu unique. Ainsi, des entreprises européennes - comme EADS - et américaines fournissent des pièces et de la technologie pour le développement du nouvel hélicoptère de combat chinois Z-10, sans savoir quelle sera la politique d'exportation de Pékin - qui a déjà fourni des appareils militaires au Soudan (3).

Le négoce pyromane des Etats-Unis au Proche-Orient provoque la réaction de la Syrie et de l'Iran, qui pourront toujours se tourner vers la Chine ou la Russie, entrées en force sur le marché. Le Niger s'inquiète des « cadeaux » de la France à la Libye - qui revendique depuis quelques mois 30 000 kilomètres carrés de territoire nigérien riches en pétrole et en

uranium. Particulièrement gâté par la Maison Blanche, Israël ne se contente plus d'importer : il est devenu le premier fournisseur d'armes de la Colombie. Dont la puissance de feu, ajoutée à l'hostilité de Washington, préoccupe Caracas, qui se tourne vers Moscou pour moderniser son armement. D'autres vendeurs émergent : l'Inde, la Corée du Sud, l'Afrique du Sud... Jamais ce secteur d'activité n'a été aussi florissant. Les dépenses pour ce type de matériel devaient atteindre le montant sans précédent de 1 058,9 milliards de dollars à la fin 2006 (4).

La « morale » de cette histoire ? Il n'y en a évidemment pas. Ah, si ! Le Pentagone a perdu la trace de cent dix mille fusils d'assaut Kalachnikov et de quatre-vingt mille pistolets (sans parler de cent trente-cinq mille gilets pare-balles) remis au gouvernement irakien en 2004 et 2005 (5). Il n'est pas impossible que ces armes soient tombées aux mains des insurgés et servent à attaquer les militaires... américains.

Notes

(1) Contrôlé par EADS (37,5 %), l'italien Finmeccanica (25 %) et le britannique BAE Systems (37,5 %).

(2) Agence France-Presse (AFP), 5 août 2007.

(3) Campagne « Contrôlez les armes », initiative conjointe d'Amnesty International, Oxfam International et du Réseau d'action international sur les armes légères (RAIAL) ; <http://fra.controlarms.org/pages/in> ...

(4) Ibid.

(5) The Washington Post, 6 août 2007.

La source originale de cet article est [Le Monde diplomatique, septembre 2007](#)
Copyright © [Maurice Lemoine](#), [Le Monde diplomatique, septembre 2007](#), 2007

Articles Par : [Maurice Lemoine](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

